



Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Université de Franche-Comté
Maison de l'Université
1, Rue Goudimel
25030 Besançon
Tel : 03.81.66.59.02

Service.marches@univ-fcomte.fr

MARCHÉ PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES à tous les lots

C.C.T.C

OBJET DE LA CONSULTATION

CCAP n °23.022 du 8/09/2023

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET VITRERIES DE L'UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles: L2124-1, R2124-1, 2124-2-1°, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique, du code de la commande publique.

Forme du marché : Accord cadre à bons de commandes en application de l'article L. 2125-1-1° de code de la commande publique

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Lundi 30 octobre 2023 à 12h00 (heure de Paris)

Le présent CCAP comporte 14 pages numérotées de 1 à 14

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet du marché	3
2.1 Quantités à fournir – lots.....	3
ARTICLE 2 ETENDUE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 3 PRESTATIONS DE SERVICE.....	4
3.1 Définitions préliminaires	4
3.2 Interventions systématiques	4
3.3 Interventions exceptionnelles.....	5
3.1 Interventions complémentaires et récurrentes	5
ARTICLE 4 – CONDUITE ET MAINTENANCE DES MATERIELS, ENGINS ET EQUIPEMENTS NECESSAIRES A L’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : ASPECT.....	6
ARTICLE 6 : CONFORT, PROPRETE, HYGIENE.....	6
ARTICLE 7- PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX.....	7
ARTICLE 8- PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA VITRERIE	7
ARTICLE 9- FOURNITURE CONTINUE DES CONSOMMABLES SANITAIRES	8
ARTICLE 10 - PERSONNEL DU TITULAIRE	8
10.1 L’agent responsable de l’exécution des prestations	8
10.1 Les personnels chargés de l’exécution des prestations	8
11.1 Remplacement des agents indisponibles.....	9
11.1 Vêtements de travail	9
12.1 Règles de sécurité.....	10
12.1.a Matériels.....	10
12.1.b Biens	10
12.2 Règles de sécurité.....	11

PREAMBULE

La présente consultation a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries de l'Université de Franche-Comté.

La prise en charge des prestations définies dans le présent document constitue un contrat assorti d'une obligation de résultats et mise en œuvre de moyens optimum.

Le prestataire recherche de façon continue l'amélioration des méthodes pour assurer une qualité de service optimale tant au niveau des résultats de l'hygiène et de la propreté qu'au niveau de la satisfaction des occupants.

Le terme « **réfèrent** » désigne l'Agent de l'Université chargé de veiller sur la bonne exécution des prestations mais également de contrôler le résultat attendu qu'est la propreté des locaux.

Le terme « **marché** » renvoie d'une part au contrat de nettoyage de l'ensemble des lots, et d'autre part à un lot pris distinctement.

Le terme « **pouvoir adjudicateur** » désigne tantôt la personne morale (Université de Franche-Comté), tantôt la personne physique (Président de l'Université de Franche-Comté) chargée de signer, notifier et exécuter le marché dans son ensemble.

OBJET ET DISPOSITION GENERALES

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de « Prestations de nettoyage des locaux » pour certaines composantes de l'Université de Franche-Comté, telles que décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). (Liste jointe en annexe A à l'acte d'engagement « 7 Lots, adresse et coordonnées des référents »).

Le présent cahier des clauses techniques Communes (C.C.T.C) est applicable à tous les lots.

La présente consultation est un marché alloti exécuté conformément aux dispositions de l'article R2113-1 du code de la commande publique.

2.1 Quantités à fournir – lots

Les prestations faisant l'objet de ce marché sont réparties en sept (7) lots décrits dans l'annexe A à l'acte d'engagement. Chaque lot est assorti d'un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 ETENDUE DES PRESTATIONS

Le présent marché couvre les prestations suivantes :

- Nettoyage des locaux
- Nettoyage de certaines vitreries intérieures (type cloisons etc...)
- Nettoyage de certaines vitreries extérieures
- Fourniture continue des consommables sanitaires (hors 3 catégories : Papier toilette, savon et essuie-mains qui seront fournis par l'Université hors mention contraire indiquée dans le CCTP)

Dans le cas où les consommables seraient fournis par le candidat, les prix seront inclus dans le montant des prestations (BPU) et ne pourront pas faire l'objet d'une facturation distincte.

- Prestations complémentaires et exceptionnelles (décrites dans le CCAP)

L'exécution générale du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent C.C.T.C commun à tous les lots.

ARTICLE 3 PRESTATIONS DE SERVICE

3.1 Définitions préliminaires

La réalisation des interventions incluses au présent marché revêt un caractère :

- systématique
- conditionnel
- exceptionnel
- complémentaire

3.2 Interventions systématiques

La majeure partie des prestations de nettoyage énumérées dans les annexes du CCTP propres à chaque lot, qui ont pour but de maintenir l'hygiène et la propreté des locaux est de type **systématique**.

Ces prestations doivent, par conséquent, être exécutées sans que la personne publique ait à le rappeler au prestataire.

Le titulaire doit faire connaître au Référent ses observations quant à la nature et/ ou à la fréquence des interventions décrites dans le C.C.T.P propres à chacun des lots, si celles-ci lui paraissent, après expérience, mal adaptées.

Néanmoins, les obligations du titulaire d'exécuter les prestations gardent toute leur vigueur. Le référent peut toutefois adapter les conditions d'exécution.

3.3 Interventions exceptionnelles

Les interventions exceptionnelles présentent un caractère aléatoire, de ce fait, elles peuvent correspondre à :

- des conditions particulières d'occupation des locaux (horaire, type d'activité)
- des évènements inhabituels (incidents, travaux dans les locaux...)
- des demandes ponctuelles du bénéficiaire des prestations

Les interventions exceptionnelles font l'objet de demandes spécifiques de la part de la personne publique et peuvent ne pas entrer dans le cadre du prix global et forfaitaire des prestations de base du marché. Dans ce cas, un devis sera fourni par le titulaire qui après acceptation fera l'objet d'un bon de commande. Les prestations ne pourront démarrer qu'une fois que le bon de commande aura été accepté et signé par l'Université de Franche-Comté.

3.1 Interventions complémentaires et récurrentes

Les interventions complémentaires sont exécutées à la demande du Référent du site.

Elles sont rémunérées sur la base du Bordereau des Prix Unitaires applicable aux prestations de base du marché.

Elles feront l'objet d'un avenant sur la durée totale du marché ou la durée précisée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 – CONDUITE ET MAINTENANCE DES MATERIELS, ENGINS ET EQUIPEMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque l'exécution des prestations nécessite l'usage de matériels, engins et équipements spécifiques (nacelles), leur conduite et leur maintenance incombent au titulaire du marché et relèvent de son entière responsabilité. Les personnels doivent posséder les qualifications requises. Un plan de prévention (document en annexe) sera établi chaque année avant toute utilisation à l'issue de la visite préalable à ces travaux spécifiques. Les attestations de formation à la conduite de nacelle de vos personnels seront annexées à ce plan de prévention. Si l'utilisation de la nacelle requiert une autorisation de voirie elle sera à la charge du titulaire.

Les dates d'intervention seront choisies pour limiter les risques liés à l'activité.

Le balisage à établir, décrit dans le plan de prévention, sera à établir par vos soins avant tout commencement d'exécution des prestations.

FINALITES DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux ainsi que de leurs équipements. Elles auront pour but de contribuer à maintenir les locaux en parfait état de conservation.

- BALAYAGE : seul le balayage humide sera effectué. Effectué à l'aide d'une gaze jetable, qui doit être changée aussi souvent que nécessaire pour des bonnes pratiques.
- LAVAGE ET RINCAGE : effectués avec de l'eau systématiquement. Pour le lavage : balais à franges lavables (à laver quotidiennement). Pour les grandes surfaces, utiliser des auto-laveuses. Le produit détergent devra être compatible avec le PH du support.
- DEPOUSSIERAGE : effectué à l'aide de chiffonnettes lavables propres. Pour les parties hautes, utiliser un aspirateur équipé de suceurs adaptés à la nature des supports. Pour les plans de travail : essuyage humide. Le nettoyage des surfaces devra respecter le code des 3 couleurs de lavettes.
- LUSTRAGE : les produits utilisés doivent respecter le PH des supports. Le lustrage et la mise en cire seront effectués selon la technique SPRAY-METHOD ou équivalent proposés par l'entreprise.

La qualité du nettoyage s'appréciera au regard des critères ci-après :

ARTICLE 5 : ASPECT

L'aspect est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un local et ses équipements.

ARTICLE 6 : CONFORT, PROPRETE, HYGIENE

Le titulaire devra utiliser des produits appropriés à la nature des surfaces à entretenir qui devront être certifiés anallergiques. Le taux de biodégradabilité doit être précisé. Les produits dangereux seront utilisés avec toutes les précautions recommandées lorsque leur usage est indispensable à la bonne exécution des prestations. Aucun produit autre que les savons ne devra être laissé à la disposition des usagers.

Les prestations doivent être conduites de manière à éviter dans la mesure du possible les gênes ou nuisances sonores ou olfactives.

Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

Les produits utilisés pour les sanitaires doivent être bactéricides, fongicides, virucides et désodorisants.

Le nettoyage des surfaces devra obligatoirement respecter le code des 3 couleurs (lavettes rouge, bleues et vertes)

En outre, les prestations de nettoyage doivent s'attacher à ne pas provoquer de pollution par l'usage intempestif ou inadapté de produits dangereux. Se reporter à l'annexe G développement durable.

CONTENU GENERAL DES PRESTATIONS

ARTICLE 7- PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX

Les prestations doivent prendre en compte le balayage, l'aspiration, le lustrage, le lavage en adaptant les moyens aux types de surfaces.

Le lustrage des sols est assuré par des engins et équipements adaptés ne détériorant pas les surfaces traitées. Le titulaire fournit, à cet effet, le matériel et l'équipement le mieux adapté nécessaire à l'exécution des prestations. Les engins seront adaptés aux surfaces à entretenir et aux lieux de stockage mis à disposition. Ils seront entretenus avec soin par les agents.

Le lavage des surfaces est exécuté avec soin en évitant un détrempage exagéré.

Signalisation des sols glissants. Le prestataire devra alerter par panneau les sols rendus glissants car mouillés.

Les détergents utilisés doivent être adaptés aux surfaces traitées sans aucune action néfaste sur la nature et aucun risque de détérioration des surfaces nettoyées.

Une attention particulière sera exigée du titulaire pour éviter tout risque de détérioration des plinthes, portes, murs et autres équipements.

Les déchets des cendriers extérieurs doivent être recueillis exclusivement dans un réceptacle spécial pour éviter tout risque de propagation d'incendie.

EVACUATION DES DECHETS : Les détrit, ordures doivent être mis dans des sacs poubelles et jetés dans les poubelles prévues à cet effet à l'extérieur des locaux. Le tri sélectif étant pratiqué sur le site, les équipes de nettoyage seront tenues de se conformer aux consignes qui leur seront données à ce sujet et le matériel fournis sera adapté pour respecter ce tri.

ARTICLE 8- PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE LA VITRERIE

Le nettoyage des vitreries inclut le nettoyage des encadrements des parties vitrées, les tablettes des fenêtres ainsi que l'enlèvement des toiles d'araignée. Un soin particulier doit être apporté pour éviter toute trace de coulure.

Les détergents utilisés doivent être adaptés aux surfaces traitées sans aucune action néfaste sur la nature et l'aspect des vitres ni sur ceux des joints et encadrements environnants.

Toutes les précautions seront prises quant à l'utilisation de moyens d'élévation pour ces travaux. Les personnels devront posséder **une habilitation à travailler en hauteur**. La fourniture du matériel du réaliser ces travaux et leur entretien sont à la charge du titulaire. Ils ne présenteront pas de risque et le personnel sera apte et formé à leur utilisation. Le matériel ne devra en aucun cas se retrouver à la disposition des personnels de l'UFC. Les risques et moyens de prévention seront listés dans le plan de prévention établie chaque année avant tout prestation.

ARTICLE 9- FOURNITURE CONTINUE DES CONSOMMABLES SANITAIRES

Dans le cadre de l'exécution de l'ensemble des prestations de nettoyage, le titulaire doit assurer la fourniture constante de l'ensemble des consommables sanitaires (hors 3 catégories : papier toilette, savon et essuie-mains).

La liste des consommables sanitaires à fournir par le prestataire est indiquée par le titulaire dans chaque C.C.T.P correspondants aux différents lots. Les consommables fournis doivent être inclus dans le prix des prestations, ils ne peuvent faire l'objet d'une facturation distincte.

MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 10 - PERSONNEL DU TITULAIRE

10.1 L'agent responsable de l'exécution des prestations

L'exécution du marché est placée sous la conduite d'un Responsable désigné par le titulaire qui est l'interlocuteur direct des référents de l'Université.

Les noms, prénoms et coordonnées des agents (téléphones fixes et portables) doivent être indiqués aux Référents de la personne publique dès la notification du marché et avant le démarrage effectif de l'exécution des prestations.

Le Responsable doit être présent sur les sites sur convocation du Référent et avoir un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe obligatoirement aux réunions périodiques d'activité avec les Référents de l'Université.

En cas d'absence ou d'indisponibilité du Responsable, il est remplacé par un agent «suppléant» de même niveau de qualification et investi des mêmes pouvoirs nommément désigné chargé du suivi.

En cas d'absence ou d'indisponibilité du Responsable, cet agent « suppléant » doit être présent sur convocation des Référents et doit participer aux réunions de suivi.

Les missions des responsables des prestations sont :

- le respect de l'exécution des plannings de contrôle
- l'organisation du travail
- l'information des Référents de la personne publique
- la préparation et le suivi des prestations
- la discipline du chantier et du personnel
- la formation du personnel à l'obligation de résultat
- le contrôle de la qualité des prestations
- la vérification de la prise en compte des doléances des usagers
- la sécurité du personnel et des biens

10.1 Les personnels chargés de l'exécution des prestations

Le titulaire devra fournir à la personne responsable figurant sur le C.C.T.P., dans un délai de huit (8) jours suivant la date de notification du présent marché, la liste nominative du personnel en vue de l'exécution des prestations du marché.

Les agents figurant sur cette liste sont seuls autorisés à intervenir sur le site. Cette liste précisera les prénoms, noms, les qualifications et les fonctions attribuées. Toute personne se présentant sur un des sites et ne figurant pas sur la liste se verra refuser l'accès aux locaux. Cette liste sera tenue à jour régulièrement et pourra être modifiée par le prestataire à sa convenance, cependant, il doit à chaque changement, informer le Référent qui en prend note pour permettre aux nouveaux agents d'accéder aux sites.

Cette liste doit être accompagnée des pièces d'identité des agents, et d'une copie de leurs contrats de travail.

Le titulaire est responsable de la qualification, de la formation et du choix de sa main d'œuvre. Cependant, la personne publique se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout employé jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction ou même de lui refuser l'accès des lieux. Articles 7.4 et 7.8 du CCAP 23.022 du 8/09/2023.

ARTICLE 11 - ORGANISATION GENERALE DES PRESTATIONS

Il appartient au prestataire de préciser le détail de l'organisation qu'il compte adopter pour remplir son obligation de résultat. Il l'indiquera sur les annexes au C.C.T.P correspondant aux lots pour lesquels il soumet une offre.

Il appartiendra au titulaire d'augmenter, si nécessaire, le nombre, la durée de présence et la qualité des agents pour faire face à ses obligations contractuelles. Le titulaire ne doit pas réduire les effectifs en cours de marché sous peine de se voir appliquer la pénalité prévue à l'article 13-2-c du CCAP.

Le titulaire doit établir un planning d'intervention qui sera annexé au cahier de présence pour le suivi des interventions. Celui-ci sera fourni dans les 15 jours suivant la prise d'effet du marché.

11.1 Remplacement des agents indisponibles

Le personnel du prestataire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente. Il en avertira le Référent par avance (un mois avant au plus tard). Une absence imprévue d'un agent doit faire l'objet d'un remplacement automatique.

Les agents figurant sur cette liste sont seuls autorisés à intervenir sur le site. Cette liste précisera les prénoms, noms, les qualifications et les fonctions attribuées. Toute personne se présentant sur un des sites et ne figurant pas sur la liste se verra refuser l'accès aux locaux. Cette liste sera tenue à jour régulièrement et pourra être modifiée par le prestataire à sa convenance, cependant, il doit à chaque changement, informer le Référent qui en prend note pour permettre aux nouveaux agents d'accéder aux sites.

Cette liste doit être accompagnée des pièces d'identité des agents, et d'une copie de leurs contrats de travail.

11.1 Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'un vêtement de travail et des équipements de protection conformément aux prescriptions décrites à l'article 7- II-3-e du C.C.A.P. (p.15) commun à tous les lots.

En outre, tous les agents du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise clairement identifiable.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 12- - SECURITE ET PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

12.1 Règles de sécurité

12.1.a Matériels

Le titulaire dote son personnel de l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

L'obligation de sécurité des agents intervenant incombe exclusivement au titulaire. Cette obligation de sécurité s'étend à l'usage du matériel et des produits mis à la disposition du prestataire pour la bonne exécution des prestations.

Il est formellement interdit, même momentanément, aux agents du prestataire de se servir des branchements électriques déjà utilisés par le personnel de la personne publique.

Seules les prises électriques vides indiquées par le Référent au moment de la prise d'effet du marché peuvent être utilisées; le prestataire doit prévoir des cordons suffisamment longs. Une rallonge pourra être utilisée en dernier recours. Elle sera en état et conforme à la norme NF C 61-303 ou 61-314.

La personne publique se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations et/ ou des accidents.

Tout dommage causé aux installations et équipements par une mauvaise utilisation des matériels de nettoyage engage la responsabilité du prestataire.

Le titulaire doit former son personnel aux règles de sécurité du travail, tant générales que particulières ainsi qu'à l'utilisation et la mise en œuvre des équipements de protection individuels et à la manipulation d'engins (ex : nacelles de nettoyage, auto laveuses, ou tout équipement spécifique).

Le prestataire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- l'utilisation de produits chimiques (le stock de produits d'entretien ne devra pas dépasser un mois d'utilisation).
- le travail en hauteur
- l'encombrement de passages, les zones interdites
- l'utilisation des prises de courant destinées à l'alimentation des matériels utilisés
- l'entretien des cordons électriques du matériel utilisé.

12.1.b Biens

Toutes les précautions doivent être prises par le prestataire pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est formellement interdit au personnel du titulaire de manipuler sans autorisation expresse des référents, et pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Les portes et fenêtres seront fermées et les éclairages éteints au départ des personnels du prestataire.

Rangement des lieux encombrés. Le prestataire ne devra pas encombrer les dégagements avec son matériel. En dehors des périodes d'utilisation celui-ci sera rangé dans les locaux mis à dispositions

12.2 Règles de sécurité

Le prestataire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux sites. Ainsi que les mentions portées à l'article 5.2 du CCAP concernant les équipements de sécurité.

Il sera interdit au personnel du titulaire :

- de fumer et vapoter dans les locaux,
- d'utiliser les téléphones ou tout appareil sans autorisation du référent (photocopieurs, ordinateurs, ainsi que les consommables de bureau : papier etc.),
- de prendre des repas à l'intérieur des locaux sans autorisation du Référent,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées ou des produits stupéfiants dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ou sous l'emprise de produits stupéfiants,
- de provoquer du désordre ou d'avoir un comportement bruyant sur les lieux du travail,
- de tenir des réunions sans rapport avec l'exécution du marché dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers et aux agents de la personne publique,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

12.3 Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au Décret n° 92-158 du 20 février 1992 et du décret 91-1159 du 26 décembre 1994.

Le prestataire doit se conformer à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations objet du marché, l'application de ces dispositions relevant de son entière responsabilité.

Le prestataire établit un ou des plans de prévention s'il y a des activités spécifiques telles que le nettoyage des vitres par une seconde équipe et dès que les travaux requiert une présence supérieure à 400h à l'année (annexe C à l'acte d'engagement).

Ce document doit être remis aux référents dans les 15 jours suivants la notification du marché.

Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel dans les différentes phases d'exécution du marché.
- il explicite les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins. Prévention des sols glissants par panneaux de signalisation.
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail notamment au cours des interventions dans les locaux à ambiance particulièrement empoussiérée.

Le plan de prévention est tenu à jour par le prestataire qui est tenu d'en signaler toutes les modifications au référent.

Le règlement intérieur de chaque établissement approuvé et signé par l'UFC sera remis aux agents avant tout commencement d'exécution des prestations de nettoyage.

Pour faciliter la rédaction du plan de prévention dans les 15 jours suivants la notification du marché, vous devrez lors de votre visite des sites rédiger l'inspection commune préalable selon le document en annexe 7-1).

12.2 Procédure en cas de sinistre

En cas de sinistre sur les installations, le titulaire est tenu :

- de prévenir le Référent dans les plus brefs délais selon une procédure établie avec lui
- de déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde (par exemple en cas de départ de feu : déclencher l'alarme incendie et utiliser l'extincteur approprié le plus proche, évacuer et alerter le Référent)
- de déclarer tout personnel ayant subi un accident de travail

Lorsque la sécurité des biens et des personnes est compromise, les agents du prestataire prennent immédiatement toutes les initiatives qui leur semblent de nature à réduire les conséquences du sinistre sans avoir à en référer.

La mission du prestataire est de maintenir les locaux existants en bon état de propreté, les dégâts qui résultent de sa faute sont réparés par lui-même et à ses frais dans les délais prescrits par le référent.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après demande restée sans effet, le référent peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du prestataire par tous les moyens qu'il juge utiles.

ARTICLE 13 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.2 Prise en charge des locaux à nettoyer

Préalablement à la remise de(s) l'offre(s), le candidat aura pris contact avec la personne responsable de chaque composante (coordonnées précisées dans l'annexe A à l'acte d'engagement) pour procéder à une visite des locaux et permettre au candidat une bonne évaluation des superficies, du type de prestations à réaliser, en particulier le nombre de personnes à affecter en fonction de la nature et de la durée des interventions, et le matériel à prévoir (produits et équipements). La rédaction de l'inspection commune préalable permettra aussi la prise en compte des aspects sécurité lors de cette visite.

Un certificat de visite des locaux sera alors établi en doubles exemplaires originaux par le responsable de l'Administration et joint au dossier de consultation. Ce certificat sera délivré après la visite effective des locaux. Le candidat précisera ses remarques éventuelles (annexe B à l'acte d'engagement).

NB : Cette attestation de visite des locaux ainsi que l'inspection commune préalable sont obligatoires sous peine d'entraîner le rejet de la candidature de l'entreprise qui ne l'aura pas fournie dans son offre.

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite connaissance des lieux, de la nature et de l'emplacement des locaux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite connaissance des possibilités d'accès, de stockage des matériels et produits, et des disponibilités en eau et en énergie électrique, etc.

Le titulaire est réputé avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations, il peut faire, par écrit sur l'attestation de visite ses observations sur l'état des locaux et des installations qui lui sont confiés.

13.2 Modification du volume et/ ou des surfaces à nettoyer

La personne publique se réserve le droit de procéder à des modifications, concernant la nature des sols et/ou des affectations, ou de procéder à des augmentations ou des diminutions de surfaces faisant l'objet des prestations.

La nature de certains locaux est susceptible d'être modifiée suite à un réaménagement. Ces modifications de surface et de nature seront portées à la connaissance du prestataire dans

des délais suffisants pour que celui-ci puisse faire face à ses obligations, ces modifications feront l'objet d'un avenant.

Suivant l'importance des prestations un avenant peut être conclu si la nature et la qualité des prestations se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins) sans bouleverser l'équilibre financier du contrat.

QUALITE DES MATERIELS ET PRODUITS UTILISES DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 14 - QUALITE DES MATERIELS (cf annexe E à l'AE)

Les candidats renseigneront la liste des matériels qui seront utilisés pour l'exécution des prestations (annexe D à l'acte d'engagement) ; elle devra être accompagnée des notices techniques.

Le titulaire devra présenter à la personne publique, sur simple demande verbale, tout document permettant de vérifier la conformité du matériel vis-à-vis des normes et règlements de sécurité en vigueur. Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé immédiatement par le titulaire et à ses frais.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise par l'intermédiaire de prises multiples est interdit.

Tout dommage causé aux installations de distribution électrique par l'utilisation d'une machine non conforme sera mis à la charge du titulaire.

Le titulaire devra prévoir des chariots de ménage équipés de protections afin de ne pas dégrader les portes et encadrements de portes ainsi que les murs.

Les échafaudages, lorsque leur usage est nécessaire, devront obligatoirement être conformes à la réglementation en vigueur. Les utilisateurs seront formés.

L'usage des échelles et escabeaux doit être strictement limité à la réalisation de travaux ponctuels et non récurrents. Les extrémités supérieures de ces matériels doivent être protégées, leurs pieds seront munis de patins protecteurs antidérapants. Leurs utilisateurs seront aptes médicalement à travailler en hauteur.

Les échafaudages, échelles ou escabeaux fournis exclusivement par le titulaire du marché, doivent rester sous la surveillance de titulaire en permanence afin qu'aucun usager ne puisse les utiliser.

ARTICLE 15 – QUALITE DES PRODUITS

Le titulaire doit attester que les produits d'entretien et fournitures nécessaires à l'exécution des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie qu'il fournit et utilise :

- sont de qualité certifiée non corrosive pour les revêtements
- sont adaptés à la nature des revêtements à nettoyer

- sont non cancérigènes et ne présentent aucun caractère de nocivité tant pour les agents du prestataire que pour les personnels et les usagers de l'Université.
- sont biodégradables de préférence
- sont conformes aux normes AFNOR en vigueur
- n'endommagent pas les menuiseries

Les produits utilisés doivent être conformes à la réglementation d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Les candidats renseigneront l'annexe E à l'acte d'engagement retraçant l'ensemble des produits qui seront utilisés pour l'exécution des prestations.

Cette liste comportera :

- la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit susceptible d'être utilisé
- une notice détaillée précisant la provenance, l'origine, la composition des produits.

NB : un échantillon référencé de chaque produit devra être fourni gratuitement au référent du site, lors de la mise en place du marché. Ces échantillons serviront de base comparative dans le cadre de l'exécution du marché.

La personne publique se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité ou la santé des usagers. Tout produit interdit devra être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.

En cas de changement de produit, le titulaire devra avertir le service des marchés pour une nouvelle approbation en fournissant la notice FDS. Les nouveaux produits ne pourront être introduits dans les locaux de l'Université sans cet accord.

Le stockage des produits devra être effectué dans les locaux et armoires prévus à cet effet. Les produits liquides seront placés sur rétention. Le stockage sera limité aux besoins hebdomadaires ou mensuels (en fonction des capacités de stockage minimal sur les sites). Si les armoires sont équipées de rétention, le stockage se fera conformément à la nature des produits pour ne pas mélanger les incompatibles.

ORGANISATION DU CONTROLE DE L'EXECUTION

ARTICLE 16- OPERATIONS DE VERIFICATION ET DE CONTROLE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du marché de nettoyage avec obligation de résultats, le Référent effectue des contrôles réguliers afin de s'assurer :

- de la bonne exécution des prestations fournies
- du suivi des doléances des usagers

Chaque vérification s'effectue en présence d'une part du Référent et d'autre part de l'agent responsable des prestations pour le compte du prestataire.

L'Ingénieur Hygiène et Sécurité de l'Université de Franche-Comté pourra être amené à visiter les locaux et faire toutes remarques concernant les matériels, produits, conditions de stockage

